



Éditorial

Pour la victoire de toute la Gauche

Michel ROCARD

Le renouvellement de la Gauche est aussi indispensable à la victoire commune que l'unité. C'est ce que le Parti Socialiste Unifié a toujours proclamé depuis sa fondation. C'est ce qu'il vient de confirmer par plus des deux tiers des mandats à son dernier congrès.

Et cependant, que d'interprétations incongrues, ou franchement erronées, à propos de ce cinquième congrès. Certains interlocuteurs se sont fait de notre parti une image à leur convenance, pour ensuite la pourfendre ou plus rarement l'exalter. Les choses sont simples cependant, et guère dramatiques.

Une seule question était posée au Parti : doit-il aujourd'hui s'associer à la Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste ? La réponse du Parti fut non, et les débats du Congrès ont montré qu'une des raisons de cette réponse est que la question était mal posée.

La vraie question qui se pose actuellement est celle-ci : comment assurer la victoire prochaine de la gauche et assurer en même temps l'efficacité, la durée et le succès de son prochain gouvernement ?

On pouvait répondre : en liant plus étroitement entre elles les formations de gauche, et notamment celles dont les députés sont apparentés au sein du même groupe parlementaire, c'est-à-dire la Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste et le Parti Socialiste Unifié. Cette réponse, le P.S.U. l'a rejetée.

Sa réponse, aujourd'hui, la voici. Il est nécessaire que la gauche soit victorieuse dès les

prochaines échéances, car si la droite s'implante au pouvoir et dans le pays après le départ du général de Gaulle, c'en est fait pour longtemps des espérances de la gauche. Mais si la victoire est nécessaire, elle n'en est pas plus facile. Au premier tour des dernières élections, la gauche n'avait recueilli que 43,5% des suffrages exprimés, soit un pour cent de moins qu'en 1962. La pente n'est donc pas ascendante, et nous sommes plus forts au sud de la Loire qu'au Nord, ce qui veut dire que la concentration urbaine et le temps jouent contre nous.

Dans ces conditions, une conclusion s'impose, évidente et redoutable : la gauche a besoin, pour remporter la victoire, de se rallier plus de 5 % d'électeurs nouveaux, ce qui est énorme. Il y faut un changement qualitatif de ses programmes, de ses méthodes, de ses hommes. La gauche ne pourra gagner que si elle inspire confiance. Car il ne s'agit en effet que de ramener à la gauche des électeurs populaires qui votent gaulliste par crainte de voir revenir l'incurie de la Quatrième République.

Or, pour donner confiance, il ne suffit pas d'apparaître comme de bons gestionnaires tranquilles. La France connaît et connaîtra bien davantage encore des difficultés graves. Ses charbonnages, ses mines de fer, ses usines sidérurgiques, ses chantiers navals, son textile naturel sont en pleine crise, qu'un patronat incapable et un Etat imprévoyant n'ont su ni prévoir ni prévenir. Le chômage se répand, provoqué sous le prétexte d'une vaine poursuite de la stabilité monétaire. La population de nos villes va doubler en trente ans, mais on ne sait ni financer ni gérer cette gigantesque mutation.

Notre agriculture appelle un bouleversement profond de structures pour pouvoir ne pas étouffer devant le libre échange qui la guette dans quelques années.

A tous ces problèmes, il faut non seulement des solutions neuves, ce qui est déjà difficile, mais des solutions socialistes. Cela veut dire des solutions qui imposent l'intérêt général à l'intérêt particulier, au besoin par l'expropriation et la nationalisation, des solutions qui comportent la plus grande décentralisation possible de la gestion pour assurer à la fois plus de démocratie et plus d'efficacité, enfin des solutions qui limitent puis redressent les inégalités sociales souvent scandaleuses qui caractérisent ce pays. Cela veut dire aussi des solutions précises, efficaces, éprouvées. Tels sont les traits de ce que nous avons appelé l'alternative socialiste.

Le P.S.U. tout entier, unanime sur ce point fondamental, est convaincu qu'il n'y a pas de succès possible du prochain gouvernement de gauche si ses objectifs ne sont pas de cette nature, et s'ils se limitent à restaurer la démocratie parlementaire et à faire une politique sociale généreuse sans en avoir assuré les conditions économiques.

Dans ces conditions, que faire ?

Si notre programme est plus actuel et plus précis, plus ambitieux aussi sur bien des points, que ceux du P.C. et de la F.G.D.S., nous n'avons jamais dit pour autant qu'il était ni parfait ni même terminé. Ce n'est pas pour le crier tout seuls dans le désert qu'il nous a paru nécessaire de préserver l'autonomie organique du Parti.

Que faire ? Mais rien d'autre que ceci : associer l'opinion tout entière, par le canal du mouvement syndical comme des mouvements de jeunesse, des conseils de résidents, des associations d'éducation populaire, etc., comme par le canal direct des réunions publiques et de la presse, à la définition des solutions nouvelles nécessaires à ce pays.

Depuis Grenoble, tout le monde à gauche est conscient que le prochain gouvernement jouera son succès sur sa politique monétaire. Nous y avons contribué, même si les moyens avancés sont encore sujets à discussion. Depuis l'automne dernier, tous les milieux influents de ce pays se sentent concernés par le problème de savoir s'il faut, et comment, décoloniser la

province. Nous y avons contribué : c'est la bonne manière d'ouvrir le dialogue, d'enrichir la plate-forme de la gauche en l'appuyant sur le combat des nouvelles élites régionales que sont les militants syndicalistes et politiques,

La décision de notre Congrès : c'est de se donner les moyens, cette fois en tant que parti et sous le contrôle démocratique de la base, de continuer à augmenter de la sorte l'audience de la gauche, la confiance populaire dont elle peut bénéficier, et la précision comme l'ambition de ses objectifs. Qu'il s'agisse aujourd'hui du drame agraire, de la conversion de la Lorraine, de la crise qui se profile dans l'automobile ou des solutions nécessaires pour loger les Français, c'est en fournissant aux travailleurs ou aux mal-logés qui défendent leurs intérêts les moyens de se battre autour de revendications précises et constructives que l'on mérite leur confiance et que l'on améliore le programme commun de la gauche.

Nous pensons que les discussions autour de tapis verts n'y suffisent pas, et que le programme commun pourtant nécessaire ne peut être aujourd'hui que le, minimum commun des programmes, c'est-à-dire pas assez.

Nous avons décidé de conserver la liberté d'expression nécessaire pour apporter constamment des matériaux nouveaux à l'édifice du programme commun.

Nous disons aussi à nos partenaires de la gauche, et notamment à la F.G.D.S., que ce travail nous le jugeons nécessaire à la victoire commune, qu'il n'est donc pas à leur endroit une agression mais bien au contraire le moyen d'améliorer le dialogue entre nous et surtout de l'étendre à travers tout le pays.

Ce dialogue, cette élaboration permanente des objectifs de la gauche à partir du combat des militants à la base, ne doit pas concerner que les objectifs, mais aussi les alliances. La gauche tout entière n'inspirera confiance au pays que si elle a, à travers tout le pays, les mêmes alliances politiques et sociales, au niveau national comme au niveau local.

La victoire *commune* est à ce prix. Nous ne nous battons que pour elle. La question de l'organisation commune n'est pas aujourd'hui importante. L'important aujourd'hui, c'est que tous les Français comprennent que la gauche n'a pas d'autre tâche que de leur préparer et de leur proposer un avenir digne d'eux. □